

2025_09

Fourniture, montage et maintenance de pneumatiques Poids Lourds, Fourniture de pneumatiques Véhicules Légers et Utilitaires

REGLEMENT DE CONSULTATION

Accord-cadre à bons de commandes mono-attributaire de Fournitures Courantes et de Services

Appel d'offres ouvert












En application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique

Soumis à la loi AGECE du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire et à l'article L. 2172-6 du code de la commande publique.

Date limite de remise des offres :

30 juin 2025 à 15h00

POINTS CLÉS DE LA PROCÉDURE

| | |
|---|---|
|  | <p>Accord-cadre à bons de commandes mono-attributaire de Fournitures Courantes et de Services</p> <p><u>Objet</u> : Fourniture, montage et maintenance de pneumatiques Poids Lourds, Fourniture de pneumatiques Véhicules Légers et Utilitaires</p> |
|  | <p><u>Acheteur</u> :</p> <p>SAINT-MALO AGGLOMÉRATION</p> <p>6 rue de la Ville Jégu</p> <p>BP 11</p> <p>35260 - Cancale</p> |
|  | <p>Accord-cadre passé en appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Fournitures Courantes et Services.</p> |
|  | <p>L'accord-cadre est divisé en 2 lots.</p> |
|  | <p>Profil acheteur :</p> <p>https://marches.megalisbretagne.bzh/</p> |
|  | <p>Les renseignements complémentaires doivent être demandés au plus tard 5 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.</p> |
|  | <p>L'offre est valable 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.</p> |
|  | <p>Aucune négociation n'est prévue car procédure d'appel d'offres.</p> |
|  | <p>Les informations concernant les variantes sont indiquées au sein du présent document.</p> |
|  | <p>Les informations concernant les prestations supplémentaires éventuelles sont indiquées au sein du présent document.</p> |
|  | <p>Code CPV principal de la consultation : 34350000-5 : Pneus pour charges légères et lourdes</p> |

SOMMAIRE

| | | |
|-------------|--|----|
| ARTICLE 1. | OBJET DE LA CONSULTATION | 4 |
| ARTICLE 2. | DURÉE ET DÉLAIS | 4 |
| ARTICLE 3. | PROCÉDURE DE PASSATION | 5 |
| ARTICLE 4. | ALLOTISSEMENT..... | 5 |
| ARTICLE 5. | DOSSIER DE CONSULTATION | 5 |
| ARTICLE 6. | ENVOI DES PROPOSITIONS | 5 |
| ARTICLE 7. | DÉLAI DE VALIDITÉ | 6 |
| ARTICLE 8. | GROUPEMENTS D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES | 6 |
| ARTICLE 9. | SOUS-TRAITANCE..... | 7 |
| ARTICLE 10. | PRÉSENTATION DU DOSSIER DE CANDIDATURE..... | 7 |
| ARTICLE 11. | PRÉSENTATION DU DOSSIER D'OFFRE | 9 |
| ARTICLE 12. | ATTRIBUTION DES ACCORDS CADRES..... | 9 |
| ARTICLE 13. | CRITÈRES D'ATTRIBUTION ET CHOIX DE L'OFFRE | 10 |
| ARTICLE 14. | VARIANTES..... | 11 |
| ARTICLE 15. | RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES | 11 |
| ARTICLE 16. | LITIGES ET DIFFÉRENDS..... | 11 |

ARTICLE 1. Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la fourniture, le montage et la maintenance de pneumatiques rechapés pour les poids lourds (lot1) et la fourniture de pneumatiques rechapés pour les véhicules légers et utilitaires (lot2) utilisés par les services de Saint-Malo Agglomération conformément aux textes, règlements et normes en vigueur au moment de la notification du contrat.

Le marché est décomposé en 2 lots :

- Lot n° 1 : Véhicules Poids Lourds (de type Bennes à Ordures Ménagères et Ampliroll)
- Lot n° 2 : Véhicules Légers et Utilitaires

Lieu de livraison : Direction de la Collecte et du Traitement des Déchets, 43 rue de la Ville Es Cours, 35260 Cancale

Code CPV :

34350000-5 : Pneus pour charges légères et lourdes

ARTICLE 2. Durée et délais

Pour l'ensemble des lots

Durée :

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 48 mois.

La durée de l'accord-cadre commence à courir à partir de la notification.

Durée de garantie :

La durée de garantie est à indiquer dans l'acte d'engagement. Elle sera exprimée en nombre de kilomètres.

Concernant le lot 1 (Fourniture de pneumatiques et prestation de service pour les véhicules poids lourds)

Le délai d'intervention à caractère d'urgence est de 4 heures maximale. Le candidat peut proposer un délai plus court dans l'acte d'engagement. Sauf accord préalable de la Direction de la collecte des Déchets, des pénalités seront appliquées si ce délai est non respecté.

Le délai de remise du rapport provisoire en cas d'urgence est de 24 heures maximales. Le candidat peut proposer un délai plus court dans l'acte d'engagement. Sauf accord préalable de la Direction de la collecte des Déchets, des pénalités seront appliquées si ce délai est non respecté.

Le délai de remise du rapport de vérification final est de 48 heures, des pénalités seront appliquées si ce délai est non respecté.

Concernant le lot 2 (Fourniture de pneumatiques pour les véhicules légers)

Délai de livraison :

Le délai de livraison de chaque bon de commande est de 7 jours calendaires.

Le candidat peut s'engager sur un délai plus court dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 3. Procédure de passation

Conformément aux articles R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique, le marché est passé par appel d'offres ouvert.

Conformément à l'article R. 2162-2 du code de la commande publique, l'accord-cadre mono-attributaire sera exécuté par l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du même code.

ARTICLE 4. Allotissement

Un candidat peut remettre une offre pour chacun des lots.

L'acheteur ne limite pas le nombre de lots pour lesquels le candidat peut présenter une offre, ni le nombre de lots qui peuvent être attribués à un même candidat.

ARTICLE 5. Dossier de consultation

Vous pouvez consulter les documents en ligne à l'adresse suivante :

<https://marches.megalisbretagne.bzh/>

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 4 jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation seront envoyés aux opérateurs économiques 4 jours calendaires au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande 5 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Si un complément d'informations, nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fourni dans les délais prévus ci-dessus, ou si des modifications importantes sont apportées aux documents de l'accord-cadre, le délai de réception des offres sera prolongé de manière proportionnée à l'importance des informations demandées ou des modifications apportées.

ARTICLE 6. Envoi des propositions

Les plis doivent être remis au plus tard à la date indiquée en première page du présent document. Les plis déposés postérieurement à la date et heure limites seront considérés comme étant hors délai.

Conformément aux articles R.2132-7 et R.2132-8 du Code de la commande publique, les candidats devront **obligatoirement** transmettre leurs propositions de manière électronique.

Transmission par voie électronique

Les candidats devront tenir compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée.

La plate-forme de dématérialisation à utiliser pour la remise des offres est la suivante :

<https://marches.megalisbretagne.bzh/>

La liste des formats de fichiers acceptés est la suivante :

- Portable Document Format (Adobe .pdf),
- Rich Text Format (.rtf),
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar),

- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pwt, .pub, .mdb),
- Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png).

Les fichiers contenus dans l'offre devront être nommés, avec un nom court, selon leur contenu (BPU, AE...) de façon à être identifiés sans difficulté lors de l'ouverture des plis. Dans le cas contraire, Saint-Malo Agglomération (SMA) rejettera l'offre du candidat. En effet, les fichiers doivent être correctement nommés et non corrompus. Ils doivent permettre leur ouverture numérique immédiate sans que SMA n'ait à chercher l'application / le format idoine permettant la lecture efficace de ces fichiers.

Les documents nécessitant une signature, transmis par voie dématérialisée, sont de préférence signés individuellement par le candidat au moyen d'un certificat de signature électronique, elle devra de préférence avoir le format PAdES (format de signature qui intègre directement le jeton de signature dans le fichier PDF) afin de faciliter les échanges de fichiers. Les certificats de type RGS peuvent encore être utilisés après le 1er octobre 2018 pour le temps de leur validité.

Si l'offre n'est pas signée électroniquement au moment de la réponse, la signature électronique sera alors exigée au stade de l'attribution de l'accord cadre.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

ARTICLE 7. Délai de validité

Le candidat reste lié par son offre pendant un délai de 120 jours calendaires, prenant cours à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 8. Groupements d'opérateurs économiques

Conformément à l'article R. 2142-19 du code de la commande publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la présente consultation.

Lors de la remise de la candidature et de l'offre, la forme juridique du groupement est laissée à la libre appréciation des candidats.

Le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire.

Quelle que soit la forme juridique du groupement retenue par les candidats, la composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné comme mandataire. Ce mandataire représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne pourra pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature de l'accord cadre.

Il pourra cependant être dérogé à ce principe en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition touchant l'un des membres du groupement ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. Le groupement pourra alors demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées. L'acheteur se prononcera sur la recevabilité de cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants et entreprises liées présentées à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement. Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en qualité de membres de plusieurs groupements.

ARTICLE 9. Sous-traitance

Le soumissionnaire présente dans son offre les sous-traitants dont l'intervention est envisagée, s'ils sont connus.

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le soumissionnaire joindra :

- les pièces permettant de justifier des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant lorsque le candidat ou l'un des membres du groupement candidat s'appuie sur la ou les capacités du sous-traitant proposé. Le candidat joindra à cet égard la preuve qu'il disposera des capacités de l'opérateur économique pour l'exécution de l'accord cadre ;
- une déclaration indiquant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics ;
- le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) dans sa dernière mise à jour dûment complété et signé.

ARTICLE 10. Présentation du dossier de candidature

Dans le cadre de sa candidature, le candidat devra produire les documents suivants.

| N° | Capacité économique et financière du candidat | Lot |
|-----------|---|---------------|
| 1 | L'attestation de régularité fiscale | Tous les lots |
| 2 | Les bilans ou extraits de bilan, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi. | Tous les lots |
| 3 | Les attestations d'assurance en cours de validité couvrant les risques professionnels encourus par le prestataire dans l'exercice de ses fonctions | Tous les lots |
| 4 | Le relevé d'identité bancaire du candidat | Tous les lots |
| 5 | La lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses cotraitants (ou DC1) | Tous les lots |
| 6 | La déclaration du candidat (ou DC2). Le candidat peut y substituer le DUME. | Tous les lots |

| N° | Capacité technique et professionnelle du candidat | Lot |
|----|---|---------------|
| 1 | Une liste des principales références représentatives dans le domaine des présents accords cadres au cours des trois dernières années (indiquer le montant, la date et le destinataire public ou privé) | Tous les lots |
| 2 | Les certificats de qualifications professionnelles : la preuve de qualification de l'entreprise peut être apportée par tous moyens, notamment par la production d'une copie de certificats d'identité professionnels ou de références significatives | Tous les lots |
| 3 | Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années. | Tous les lots |
| 4 | L'attention des candidats est attirée sur le fait que le signataire doit être habilité à engager la société. Pour ce faire, le signataire indiquera ses noms et qualité, et pour les sociétés s'il n'est pas un dirigeant de droit, justifiera de sa capacité (pouvoir habilitant une personne nommément désignée à représenter et engager la société). | Tous les lots |
| 6 | Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements l'ayant placé en période d'observation ou ayant prolongée celle-ci | Tous les lots |

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier de candidature.

Le candidat peut présenter sa candidature sous forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des formulaires DC1 et DC2. En cas de groupement d'opérateurs économiques, chacun des membres du groupement fournira un formulaire DUME complété.

Les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat seront analysées à partir des critères listés ci-dessous. Lorsqu'un niveau minimum est exigé pour un critère, le candidat doit fournir les preuves des minimaux demandés ou toute autre forme de preuve équivalente.

En application de l'article R2143-13 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais :

1° D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;

2° D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Transmission de la candidature avec le document Unique de Marché Européen (DUME) :

Conformément à l'article R2143-4 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé, en lieu et place de la déclaration sur l'honneur et des renseignements mentionnés aux articles R2142-3, R2142-4 et R2143-3 du code de la commande publique.

Le DUME doit être transmis par voie électronique (eDUME).

Les opérateurs économiques peuvent réutiliser un DUME qui a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, à condition qu'ils confirment que les informations qui y figurent sont toujours valables.

Les candidats devront donc fournir à l'appui du Document Unique de Marché Européen, les certificats des capacités économiques, financières et techniques mentionnés ci-dessus.

ARTICLE 11. Présentation du dossier d'offre

Dans le cadre de son offre, le candidat devra produire les documents suivants.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier d'offre.

| N° | Description |
|----|--|
| 1 | L'acte d'engagement Le document doit être dûment rempli, daté par la personne habilitée à engager la société. Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le présent contrat sera tenu de signer l'acte d'engagement. Toutefois, le candidat peut choisir de le signer dès le dépôt de sa candidature ou de son offre. En cas d'allotissement, le candidat établira soit un acte d'engagement unique regroupant le ou les lots auxquels il soumissionne soit un acte d'engagement par lot. |
| 2 | Le Bordereau des Prix et le Détail Quantitatif Estimatif dûment remplis : le DQE n'est pas contractuel. Il est attendu de la part des candidats de préciser dans le BPU pour chaque type de pneumatique une référence moyenne et haute gamme en précisant la marque, le modèle, le délai de disponibilité (livraison ou enlèvement en magasin) ainsi que le prix. |
| 3 | Le mémoire technique et le cadre de réponse dûment remplis Ce document devra développer les éléments inhérents à la valeur technique et demandés dans le tableau de jugement des offres. En l'absence de ce document essentiel au jugement de la valeur technique, l'offre du soumissionnaire sera considérée irrégulière et sera rejetée. En aucun cas, elle ne pourra être régularisée. |
| 4 | Les déclarations de sous-traitances nécessaires le cas échéant |

ARTICLE 12. Attribution des accords cadres

Au terme de la procédure, l'acheteur demandera à l'opérateur économique ou au mandataire du groupement d'opérateurs auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre de lui retourner :

- L'acte d'engagement dûment rempli, daté et signé par la personne habilitée à engager la société.
- Les attestations d'assurance reprises dans le CCAP
- Les documents justificatifs visés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique. Le cas échéant, il sera fait application des articles R. 2143-13 et R. 2143-15 du code de la commande publique.

Lors de la conclusion de l'accord-cadre et tous les 6 mois jusqu'à la fin de celui-ci, il sera demandé au titulaire de l'accord-cadre de fournir une attestation de vigilance afin de prouver qu'il respecte les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé.

ARTICLE 13. Critères d'attribution et choix de l'offre

L'acheteur attribue l'accord-cadre au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse en se fondant sur une pluralité de critères.

Les critères listés ci-dessous s'appliquent pour l'attribution de l'accord-cadre.

Ces critères d'attribution valent pour tous les lots.

| N° | Description | Pondération |
|---|--|-------------|
| 1 | Prix | 40 |
| | <i>Le critère prix sera apprécié au vu des renseignements indiqués dans l'acte d'engagement (AE), le Bordereau des Prix.</i> | |
| 2 | Valeur technique | 50 |
| | <i>Le critère « Valeur technique » sera apprécié au vu des documents fournis par le candidat et apprécié au regard du mémoire technique et du cadre de réponse que le candidat fournira obligatoirement (descriptif technique, schémas, organisation des maintenances)</i> | |
| 2.1 | Organisation et descriptif des moyens matériels affectés à la prestation | 10 |
| | <i>Ce sous-critère sera apprécié au vu des renseignements indiqués sur l'organisation des maintenances et le descriptif du matériel affecté à la prestation</i> | |
| 2.2 | Qualité technique du pneu | 30 |
| | <i>Ce sous-critère sera apprécié au vu des renseignements indiqués dans le cadre de réponse concernant:</i> <i>- La résistance au roulement</i> <i>- Le freinage sur sols mouillés</i> <i>- Les émissions sonores du pneumatique</i> | |
| 2.3 | Délai de livraison | 5 |
| | <i>Le sous-critère prix sera apprécié au vu des renseignements indiqués dans l'acte d'engagement concernant le délai de livraison</i> | |
| 2.4 | Durée de garantie | 5 |
| | <i>Ce sous-critère sera apprécié au vu des renseignements indiqués dans l'acte d'engagement sur la durée de la garantie du pneu.</i> | |
| 3 | Démarche environnementale | 10 |
| | <i>Le critère environnemental sera apprécié au vu des renseignements sur la description du procédé de traitement et de la filière de valorisation des pneumatiques usagés, indiqués dans le mémoire technique du candidat.</i> | |
| Pondération totale des critères d'attribution : | | 100 |

Une certaine valeur a été attribuée à chaque critère. Sur la base de l'évaluation de tous ces critères, tenant compte de la valeur attribuée à chacun, l'accord-cadre sera attribué au candidat présentant l'offre régulière économiquement la plus avantageuse du point de vue de l'acheteur.

Si une offre lui paraît anormalement basse, l'acheteur demandera au soumissionnaire d'apporter les précisions et justifications permettant de démontrer que l'offre présentée n'est pas anormalement basse, en application des articles L. 2152-5 à L. 2152-6 et R. 2152-3 à R. 2152-5 du code de la commande publique.

Si les éléments produits par le soumissionnaire ne permettent pas de justifier de manière satisfaisante le bas niveau des prix proposés ou si le soumissionnaire se trouve dans l'un des cas précisés aux articles R. 2152-4 ou R. 2152-5 du code de la commande publique, son offre est rejetée.

ARTICLE 14. Variantes

La présentation de variantes à l'initiative du soumissionnaire n'est pas autorisée.

Aucune variante n'est prévue par l'acheteur.

L'offre doit être strictement conforme aux pièces de l'accord-cadre.

En cas de présentation d'une variante, seule l'offre de base sera prise en compte.

Prestations supplémentaires éventuelles :

L'accord-cadre ne comporte aucune prestation supplémentaire éventuelle facultative ou obligatoire.

ARTICLE 15. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires pendant la consultation, les candidats devront faire parvenir leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse suivante : <https://megalis.bretagne.bzh/>

ARTICLE 16. Litiges et différends

En cas de litige ou de médiation, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif Hôtel de Bizien

Tél. : 02 23 21 28 28

Fax : 02 99 63 56 84

Email : greffe.ta-rennes@juradm.fr